



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA

Voirie, Espace public - Avenant n°1 à la Délégation de Service Public pour l'attribution des sous-traités d'exploitation des lots de plage 1, 2 ,3 et 4 sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

L'Etat peut conclure des concessions de plage pour organiser l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des plages (article L.2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques) pour répondre aux besoins du public qui portent essentiellement sur la pratique balnéaire. Ces concessions peuvent ainsi accueillir des plagistes, titulaires de sous-traités d'exploitation dont l'activité principale reste la location de matériel et comme activité accessoire la restauration avec ou sans service de table.

L'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, issu de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), prévoit que la Métropole est dorénavant l'autorité compétente en lieu et place des communes pour la gestion des concessions de plage dans les conditions définies à l'article L. 2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vu confier la concession par l'Etat de la gestion du domaine maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone pour une période de 10 ans soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2028 par arrêté préfectoral n°DDTP34-2019-06-10458.

Pour application de ces dispositions, la Métropole de Montpellier par délibération n° M2018-507 du 20 septembre 2018 a acté le principe et le lancement d'une délégation de service public et la conclusion de sous-traités d'exploitation rattachés à celle-ci.

Cependant, à la demande des services de la préfecture de l'Hérault et de la Direction Générale des Finances Publiques il convient de passer un avenant n°1 au contrat de concession suivant les moyens exposés ci-après :

Considérant que deux des quatre lots de plage exercent une activité commerciale de restauration laquelle est prévue accessoirement à l'activité principale de référence « *location de matériel* », et des difficultés récurrentes portant, notamment, sur la problématique des nuisances sonores sur l'ensemble des plages naturelles du territoire héraultais, le Préfet a décidé de modifier l'article 4-2 du cahier des charges de la concession dans les conditions suivantes :

« La restauration est destinée à recevoir l'activité de commerce de restauration froide ou chaude avec ou sans service de table. Les activités de restauration ne peuvent être qu'accessoires à l'activité de location de matériel susvisé. Par ailleurs la musique d'ambiance est autorisée, et respectera les dispositions des articles R 1336-4 et suivants du Code de la Santé Publique portant dispositions applicables aux bruits de voisinage qui définit en référence à la règle d'égale énergie fondée sur un niveau de pression acoustique continu équivalent à 80 décibels pondérés A sur 8H ».

Enfin à la demande de la Direction Générale des Finances Publiques, il convient de modifier l'article 11 du cahier des charges de la concession portant erreur matérielle sur la rédaction du calcul de la redevance domaniale qui, pour sa part variable, est calculée sur la redevance de l'année en cours et non l'année précédente dans les conditions suivantes :

« La part variable est égale à 30 % du produit des conventions d'exploitation des concessions de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone de l'année en cours ».

L'avenant, portant sur le renforcement des mesures relatives aux bruits de voisinage et des modalités de calcul de la redevance domaniale payée par la Métropole, ne modifie pas l'économie générale de la concession.

L'ensemble de ces nouvelles dispositions présentées ci-dessus faisant l'objet du présent avenant n°1 au contrat de concession seront applicables au démarrage de la saison estivale 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 du cahier des charges de la concession de la Délégation de Service Public pour l'attribution des sous-traités d'exploitation des lots 1, 2, 3, et 4 situés sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- solliciter auprès des services de l'Etat un avenant à la concession de plages sans enquête ni consultation publique ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

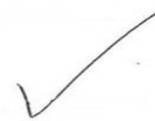
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110545-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- cahier des charges concession

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.